



PREFECTURE DE REGION
8 bis rue Charles Nodier
25000 BESANCON

A l'attention de Monsieur le Préfet

Besançon, le 15 novembre 2008

Monsieur le Préfet,

Dans le cadre de la préparation du comité régional de coordination pour l'anticipation et l'accompagnement des mutations économique de la filière automobile qui aura lieu le 28 novembre, les organisations syndicales signataires se sont réunies les 6 et 14 novembre 2008.

Elles mesurent la gravité de la situation économique et sociale tout en restant lucide sur les causes et son origine mis en œuvre depuis ces 25 dernière années et qui reposent sur une logique économique financière, favorisant le capital au détriment du travail.

Une fois de plus, elles sont amenées à constater et déplorer que le gouvernement, après avoir mobilisé des milliards d'euros pour le sauvetage des banques et des entreprises, ne met aucune mesure en place en faveur des salariés pour garantir leur emploi (notamment les précaires) et le pouvoir d'achat pour répondre ainsi aux premières urgences sociales que nécessite la situation.

En Franche-Comté, les premiers effets de cette situation économique s'observent déjà dans la filière automobile d'où les décisions des constructeurs et donneurs d'ordres de baisse d'activité ont des conséquences lourdes à l'encontre des entreprises sous-traitantes et de leurs salariés en matière d'emploi, de salaire et de perspectives industrielles.

Devant l'aggravation de la situation économique et sociale, les organisations syndicale vous demande, Monsieur le Préfet, de mettre en place un plan d'urgence sociale pour :

1. Garantir l'emploi prioritairement dans les entreprises concernées de tous les salariés, y compris précaires (intérim, CDD, temps partiel) ;
2. Garantir la salaire intégral à tous les salariés victimes de mise en chômage technique ;
3. Laisser la liberté aux salariés du choix de disposer librement de leurs JRTT et congés payés, sans que ceux-ci se substituent aux jours de chômage partiel imposés.

Voilà des mesures de bon sens si l'on veut relancer l'économie et regagner la croissance.

Cela passe par un véritable investissement productif et humain, favorisant l'emploi et l'augmentation du pouvoir d'achat et impliquant la responsabilité sociale des entreprises vis-à-vis du territoire.

.../...

.../...

Les organisations syndicales vous demandent, Monsieur le Préfet, d'apporter le 28 novembre prochain lors de la réunion de coordination pour l'anticipation et l'accompagnement des mutations économiques de la filière automobile des réponses précises et favorables aux attentes légitimes des salariés.

Ce n'est pas aux salariés de payer les conséquences de cette situation mais à ceux qui ont accumulé les profits et gagné des milliards dans la spéculation financière ces dernières années.

Dans l'attente, nous vous prions de croire, Monsieur le Préfet, à nos respectueuses salutations.

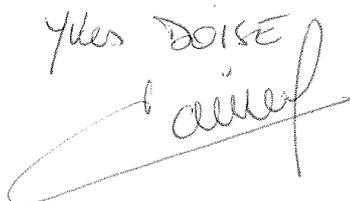
CGT
Jacques BAQUIER



CFDT
Bernard GUERINGUE



CFTC
Yves DOISE



FO
Claude CANDAS



CFE-CGC
Pierre GUERITTE

